

—  
DEPARTEMENT DE LA VENDEE  
—

VILLE DES SABLES D'OLONNE

—  
Extrait du registre  
des délibérations du Conseil Municipal  
du 14 novembre 2022

-----  
**DELIBERATION N° 21**

**OBJET : ENTRETIEN DU PATRIMOINE ARBORÉ - AUTORISATION DE SIGNATURE DE L'ACCORD-CADRE**

L'an deux mille vingt deux, le quatorze novembre à dix-huit heures, les membres du Conseil Municipal des Sables d'Olonne se sont réunis Salle du conseil de la Mairie annexe de la Jarrie, sise 4 rue des Sables aux Sables d'Olonne, suite à la convocation accompagnée d'une note de synthèse adressée le huit novembre deux mille vingt-deux (en application des dispositions des articles L.2121-12 et L.2121-13 du Code Général des Collectivité Territoriales).

**PRESENTS** : BARRETEAU Jacques, BAUDUIN Michel, BOURGET Anthony, BRICARD Guy, CASSES Jean-Eudes, CHAPALAIN Jean-Pierre, CHENECHAUD Nicolas, CHEREAU Donatiens, COMPARAT Annie, COTTENCEAU Karine, HELLIO-ROUILLARD Françoise, DEJEAN Jean-François, DELPIERRE Christine, DEVOIR Robert, GINO Corine, HECHT Gérard, HORDENNEAU Dominique, JEGU Didier, LAINE Maryse, LOPEZ Sophie, MAESTRIPIERI Dominique, MONGELLAZ Gérard, MOREAU Yannick, PARISSET Lionel, PECHÉUL Armel, PERON Loïc, PINEAU Florence, POTTIER Caroline, ROUMANEIX Nadine, SIX Jean-Yves, VRAIN Isabelle, VRIGNON Francine, YOU Michel, MEZIERE Alexandre, DAVESNE Daniel.

**ABSENTS EXCUSES** : BRANDET Claire donne pouvoir à GINO Corine, BRULARD Elise donne pouvoir à BOURGET Anthony, LADERRIERE Sophie donne pouvoir à DELPIERRE Christine, MAUREL Mauricette donne pouvoir à VRIGNON Francine, RIVALLAND Bruno donne pouvoir à BRICARD Guy, ROUSSEAU Lucette donne pouvoir à LOPEZ Sophie, ROZO-LUCAS Orlane donne pouvoir à BARRETEAU Jacques.

**ABSENTS** : BLANCHARD Alain, GUAY Frédérique, HERBRETEAU Jennifer.

-----  
En application des dispositions de l'article L.2121-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, Madame Dominique HORDENNEAU a été nommée pour remplir les fonctions de secrétaire.

-----  
Nombre de Conseillers Municipaux en exercice : 45  
Nombre de présents : 35  
Nombre de votants : 42

-----  
**DELIBERATION N° 21**

**OBJET : ENTRETIEN DU PATRIMOINE ARBORÉ - AUTORISATION DE SIGNATURE DE L'ACCORD-CADRE**

La Ville des Sables d'Olonne recourt à des prestataires extérieurs pour la réalisation des travaux d'entretien du patrimoine arboré. En effet, l'entretien et la valorisation du patrimoine naturel conduisent à des opérations diverses faisant intervenir des professionnels.

Dans ce cadre, une procédure de mise en concurrence a été engagée comprenant 2 lots :

- Lot 1 – Abattage et démontage d'arbres,
- Lot 2 – Élagage et taille d'arbres.

Une consultation en procédure formalisée, a été lancée sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire, pour une durée d'un an, reconductible 3 fois par année soit 4 ans, le 3 septembre 2022 pour une remise des offres le 5 octobre 2022 - 12h00 dernier délai.

Le montant maximum pour la durée de l'accord-cadre est de 600 000 € HT.

La commission d'appel d'offres, lors de sa réunion du 17 octobre 2022, après avoir pris connaissance du rapport d'analyses des offres, a décidé d'attribuer l'accord-cadre au Groupement SAMU / JARD'ECO (Saint-Vincent-sur-Graon – 85).

\* \* \*

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L2122-21 et L2122-21-1,*

*Vu le Code de la Commande Publique et notamment ses articles R2124-2, R2161-2 à R2161-5, R2162-1 à R2162-6 et R2162-13 à R2162-14,*

*Vu la décision de la Commission d'appel d'offres du 17 octobre 2022,*

\* \* \*

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide, à l'unanimité :**

- **D'AUTORISER Monsieur le Maire ou son représentant à signer l'accord-cadre correspondant.**

Fait et délibéré aux Sables d'Olonne  
Les jour, mois et an susdits  
Pour extrait conforme

**Yannick MOREAU**



Signé par : Yannick MOREAU  
Date : 17/11/2022  
Qualité : Maire des Sables d'Olonne

**Maire des Sables d'Olonne**

*Nb : Conformément aux dispositions du code de justice administrative, le tribunal administratif de Nantes peut être saisi par voie de recours formé contre une délibération du conseil municipal dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui commencera à courir soit :*

- *A compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale ;*
- *Deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.*